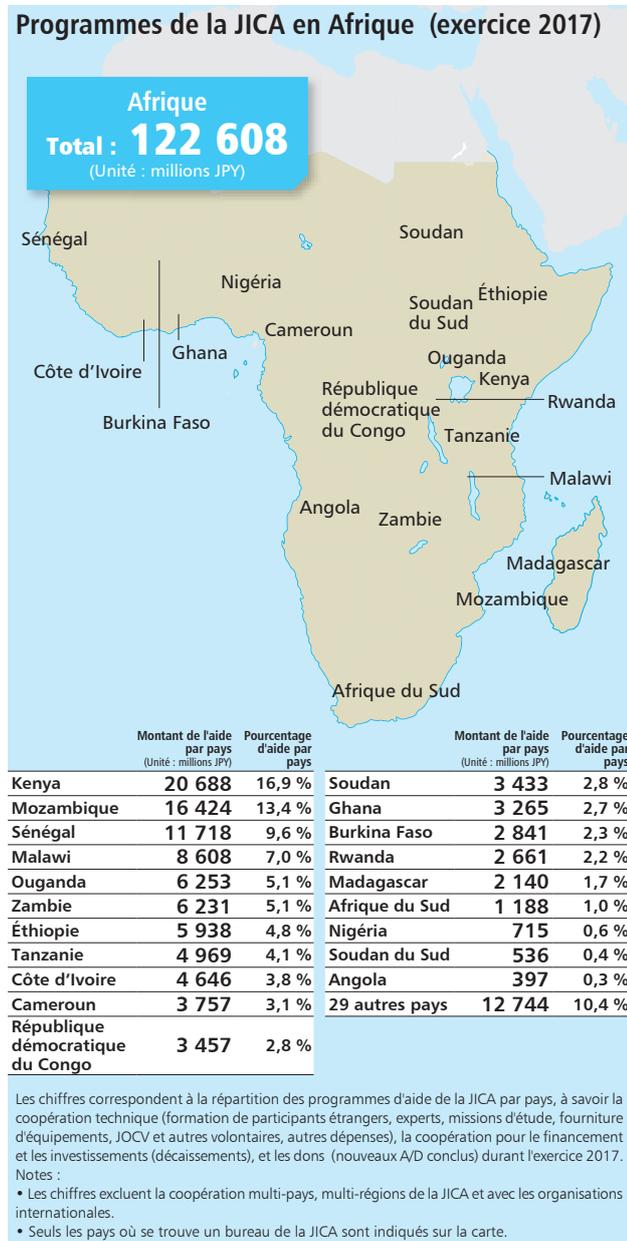


Afrique

Répondre à la confiance de l'Afrique vis-à-vis du Japon : Remplir les engagements pris par le Japon à l'occasion de la TICAD VI



Problèmes régionaux

La sixième conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD VI), organisée en août 2016, a passé en revue les défis émergents et les évolutions du continent africain en identifiant trois domaines prioritaires : (1) la transformation économique structurelle par la diversification économique et l'industrialisation, (2) les systèmes de santé résilients pour une meilleure qualité de vie et (3) la stabilité sociale pour une prospérité partagée. Le Japon a annoncé qu'il investirait dès 2016 un total de 30 milliards USD (environ 3 000 milliards JPY) en Afrique sur une période de trois ans sous forme de partenariats public-privé. Parallèlement à ces trois domaines, le Japon s'est engagé à (1) investir dans des infrastructures de qualité, (2) mettre en œuvre l'initiative ABE (African Business Education for Youth) pour l'éducation commerciale des jeunes Africains, (3) promouvoir la couverture santé universelle (CSU), et (4) parvenir à la sécurité alimentaire et à la stabilité sociale.

Initiatives de l'exercice 2017

Pour le premier domaine prioritaire, la transformation économique structurelle par la diversification économique et l'industrialisation, la JICA s'est concentrée sur trois régions prioritaires : (1) le corridor nord en Afrique de l'Est, (2) le corridor de Nacala, et (3) l'anneau de croissance en Afrique de l'Ouest. L'aide de la JICA pour ces régions couvre (1) la formulation de schémas directeurs stratégiques pour la planification urbaine, les réseaux de transport et le développement des infrastructures ; et (2) le développement d'infrastructures pour améliorer le climat des affaires par un approvisionnement énergétique stable, l'atténuation des embouteillages et le renforcement de la logistique [→ voir la carte et l'image ci-dessous]. Pour le corridor nord en Afrique de l'Est, la JICA a participé à (1) la formulation du schéma directeur logistique du corridor reliant le Kenya, l'Ouganda, le Rwanda et le Burundi ; et (2) le développement du port de Mombasa – point de départ du corridor – impliquant un projet de développement d'une zone économique spéciale.

Dans le cadre de l'initiative ABE, la JICA invite des étudiants

<Trois régions prioritaires pour un développement transfrontalier intégré identifiées lors de la TICAD VI >



africains à venir étudier au Japon afin de soutenir le développement des ressources humaines du secteur privé en Afrique. Lors de l'exercice 2017, la JICA a invité 280 étudiants s'ajoutant aux 821 étudiants de la région invités précédemment. Pour les étudiants présents au Japon, la JICA a proposé des programmes de stage et de réseautage avec des entreprises japonaises. L'initiative ABE a produit des résultats positifs. Notamment, plusieurs étudiants du premier groupe, arrivés au Japon durant l'exercice 2014 et rentrés dans leur pays au terme de leur formation, sont aujourd'hui employés par des entreprises japonaises ou travaillent avec elles pour faire des affaires en Afrique.

Dans le cadre de ses efforts pour promouvoir la CSU, la JICA a co-organisé le Forum CSU à Tokyo en décembre 2017. Lors du Forum, la JICA, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ont discuté des moyens d'améliorer les services de CSU en se basant sur des études de cas de projets menés au Sénégal [→ voir page 10]. Par ailleurs, la JICA et les Centres africains de contrôle et de prévention des maladies ont signé une lettre d'intention visant à renforcer la coopération mutuelle pour faire face aux crises sanitaires et prévenir la propagation des maladies infectieuses en Afrique. Au Ghana, la JICA a lancé un projet de coopération technique pour soutenir l'introduction du carnet de santé maternelle et infantile dans tout le pays.

Concernant la stabilité sociale, la JICA a passé en revue la Coalition pour le développement de la riziculture en Afrique (CARD), initiative lancée en 2008 par la JICA et d'autres donateurs afin de doubler la production rizicole en dix ans. La JICA a ensuite fixé avec ses partenaires de développement un nouveau cadre pour la prochaine phase de la CARD. En avril 2017, la JICA, 24 pays africains, le Programme des Nations unies pour l'environnement, le Programme des Nations unies pour les établissements humains et la ville de Yokohama ont décidé de créer la Plateforme africaine des villes propres (ACCP pour African Clean Cities Platform), une initiative conjointe visant à résoudre les problèmes liés aux déchets solides en Afrique. À la fin du mois de mars 2018, un total de 29 pays avaient rejoint l'ACCP [→ voir l'étude de cas, page 63]. En outre, la JICA a offert une aide aux personnes vulnérables, en particulier les réfugiés. Au nord de l'Ouganda, la JICA

a mené une étude de terrain sur les communautés ayant accueilli plus d'un million de réfugiés du Soudan du Sud et elle a fourni à ces communautés une aide pour l'éducation, la santé et l'agriculture [→ voir l'étude de cas, page 35]. En Somalie, ravagée par des conflits depuis 1991, la JICA a initié un projet de coopération technique pour créer un environnement favorable à l'emploi des jeunes.

La JICA a travaillé étroitement avec des organisations internationales et des instituts de recherche pour déployer une aide efficace répondant au large éventail des problèmes de développement auxquels l'Afrique est confrontée. En octobre 2017, la JICA a signé un protocole de coopération avec le Centre des objectifs de développement durable pour l'Afrique (SDGC/A pour Sustainable Development Goals Center for Africa), une organisation internationale basée au Rwanda dont le but est de contribuer à la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) dans la région. En février 2018, la JICA a signé un accord de prêt avec le Fonds africain de développement (FAD) du Groupe de la Banque africaine de développement (BAfD). L'accord prévoyait la fourniture d'un prêt d'APD à hauteur de 73 601 millions JPY pour le financement de projets durant la période de la quatorzième reconstitution des ressources du FAD (2017–2019).

Future coopération

La JICA entend récompenser la confiance témoignée par les pays africains envers le Japon au cours du processus de la TICAD. Pour ce faire, la JICA offrira une aide constante vers la réalisation des engagements pris par le gouvernement japonais lors de la TICAD VI. La JICA œuvrera aussi par d'autres moyens au renforcement des liens de confiance qui unissent le Japon et l'Afrique.

Pour la TICAD 7, qui aura lieu à Yokohama en 2019, la JICA explorera de nouveaux modes de coopération avec les pays africains, les organisations parties prenantes et le secteur privé en fonction de l'avancement des activités de coopération de la TICAD.

< Kenya : Projet de système d'assainissement écologique pour la gestion des bassins versants et d'amélioration de l'hygiène dans les zones non urbaines >

Une technologie du secteur privé qui transforme les déchets humains en ressources soutient l'autonomisation des réfugiés



Une employée de LIXIL (à gauche) avec des contremaîtres locaux [photo : Toshihiro Nakamiya, LIXIL Corporation].

LIXIL Corporation, un fabricant japonais d'équipements domestiques et sanitaires, a tiré parti du programme de collaboration avec le secteur privé pour la diffusion de technologies japonaises pour mener une étude de deux ans (2014–2016) sur l'utilisation possible de son système d'assainissement écologique à base de toilettes sèches au Kenya, où de nombreuses personnes vivent dans de mauvaises conditions sanitaires. Ce système basé sur le recyclage consiste à séparer les déchets humains en déchets liquides et solides, à les stocker dans des réservoirs distincts, à les collecter et à les transformer en engrais ou en eau sanitaire.

L'étude de deux ans a montré que l'utilisation de toilettes à chasse d'eau dans un pays situé

dans une zone aride ou semi-aride et pauvre en eau pollue les ressources hydriques en l'absence d'équipements dédiés au traitement des eaux usées. En se concentrant sur le recyclage des déchets, cette entreprise japonaise a redéfini le produit comme un « système de toilettes à recyclage sûr, confortable et écologique » et apporté diverses améliorations au produit.

En février 2018, l'entreprise a signé un contrat avec le Programme des Nations unies pour les établissements humains pour fournir des toilettes sèches écologiques, à la fois sûres et hygiéniques, au camp de réfugiés de Kalobeyei au Kenya. Le système transformant les déchets humains en engrais pour l'agriculture aide aujourd'hui les réfugiés à devenir plus indépendants sur le plan économique.